

emploi et n'était pas spécialisée, comme une industrie de fabrication doit l'être dans un pays relativement modeste comme le nôtre.

Quatrièmement, nous nous heurtons dans notre pays au fait que le Canada dépendait presque entièrement des sociétés multinationales pour la recherche et la mise au point, de sorte que tout progrès technologique était impossible chez nous sans la General Electric, la General Motors ou l'une quelconque des douzaines de grandes sociétés multinationales qui dirigent maintenant l'économie de notre pays. Parmi bien d'autres, nous nous heurtons à quatre problèmes majeurs: la mainmise étrangère sur notre économie, les inégalités de l'expansion économique au Canada, l'inefficacité du secteur secondaire et le manque de recherche et de mise au point dans notre pays. Nous pouvions donc envisager la dépendance économique et, éventuellement, politique du Canada par rapport à des pays tels que les États-Unis et peut-être même le Japon, d'où provenaient ces sociétés multinationales. Car, monsieur l'Orateur, un nouveau phénomène se produit actuellement dans l'histoire de la société occidentale, celui des sociétés multinationales qui englobent le monde entier et qui ont mis au point de nouvelles techniques.

La société multinationale ne recourt pas aux méthodes grossières de l'impérialisme d'antan, la conquête militaire et la prise de possession d'un pays. On s'y prend maintenant avec beaucoup plus d'efficacité et de raffinement. On ne prend pas la peine d'occuper un pays; on ne fait que s'emparer de ses moyens de subsistance, car on sait très bien qu'on peut ainsi avoir effectivement la haute main sur ce pays. C'est là l'esprit de la société multinationale des années 70 comme des années 60. C'est une chose dangereuse pour la liberté et pour le monde.

● (2.30 p.m.)

J'ai visité dernièrement la ville d'Helsinki en Finlande, où je représentais le Nouveau parti démocratique au congrès du Conseil de l'Internationale socialiste. Une question primordiale intéressait les dirigeants qui y étaient, notamment le chancelier d'Allemagne, le chancelier d'Autriche, le premier ministre de la Suède, le premier ministre de la Norvège, le premier ministre d'Israël, des hommes et des femmes qui faisaient ou avaient fait partie d'un gouvernement ou s'attendaient d'en faire partie sous peu. La grande inquiétude de ces hommes et de ces femmes d'Europe, d'Asie et d'Afrique, c'était le résultat néfaste du contrôle grandissant de l'économie mondiale par des corporations multinationales, établies surtout aux États-Unis, mais également au Japon, dans l'Allemagne de l'Ouest et en d'autres pays hautement industrialisés.

Comme voisin des puissants États-Unis d'Amérique, le Canada, dont l'économie est dans une large mesure sous l'emprise de ce géant économique, est aux prises avec un grave problème. Il doit réduire et si possible supprimer ou du moins maîtriser la propriété étrangère et l'emprise d'étrangers sur l'économie du pays. C'était à nos yeux un des grands objectifs de la Corporation de développement du Canada. Nous sommes persuadés que le Canada n'a plus beaucoup de temps à sa disposition pour devenir

indépendant du point de vue économique et par conséquent pleinement indépendant du point de vue politique. Les Canadiens qui se tiennent un tant soit peu au courant des événements ne peuvent s'empêcher, quelle que soit leur allégeance politique, de sentir une profonde inquiétude devant l'attitude du gouvernement et de ses ministres.

D'aucuns prétendent parfois que les Américains sont devenus maîtres du Canada. Je ne blâme pas les Américains, je l'ai dit un peu partout au pays et je tiens à le consigner au hansard. Un siècle durant, les chefs politiques et les dirigeants du monde des affaires au Canada sont allés aux États-Unis supplier les Américains de venir chez nous se charger de nos ressources. Ils les priaient de venir établir des usines de fabrication dans notre pays. Ils leur ont dit, avec ce manque d'amour-propre et d'assurance caractéristique des continentalistes et désastreux pour notre pays, que non seulement nous les voulons et en avons besoin, mais qu'ils nous sont indispensables. C'est ce qu'on a dit aux Américains. Comme les gouvernements de notre pays ne voulaient réaliser de profits pour les Canadiens, et que les entreprises nationales n'avaient pas non plus d'objectif semblable, dans une large mesure, on s'est emparé de nos entreprises.

En 1961, nous avons dit, et nous l'avons répété constamment depuis, qu'il n'y a qu'une façon de prendre mieux en main le destin économique de notre pays. Ce serait d'instituer un fonds de développement massif et gigantesque relevant du contrôle et de la gestion du gouvernement et du Parlement. Les fonds proviendraient des bénéfices non distribués dont disposeraient toutes les grandes sociétés financières et autres de notre pays. La loi les obligerait à investir une grande part de leurs bénéfices non distribués et de leur réserve dans cet organisme canadien de développement, en vue de l'expansion de notre pays. Le gouvernement a préféré présenter ce bill anodin actuellement à l'étude, qui est une déformation d'une bonne idée. Le projet avorte après sept années de gestation. Je rappelle aux députés que Walter Gordon nous avait promis la Corporation de développement du Canada en 1963. Après sept ans, le gouvernement met au monde cette mesure législative mort-née, insignifiante et insensée, qui n'a pas sa place dans notre société et ne peut rien accomplir.

Qu'en attend-on? Ce sera une société privée, non pas une société de la Couronne ni une société publique. Elle aura exactement les mêmes objectifs que toute autre entreprise privée, savoir, les profits, qui seront sa principale considération et sa principale motivation. Elle aura exactement le même but que toute autre société privée canadienne pour ce qui est de rapporter des bénéfices à ses actionnaires. Seulement 7 p. 100 des Canadiens ont de l'argent à placer dans une société. Les autres, dans la proportion de 93 p. 100, ne sont pas des investisseurs. C'est encore un bill qui sert les intérêts des sociétés privées et, au mieux, ceux de 7 p. 100 de Canadiens qui disposent d'assez d'argent pour faire des placements. Quel est le but de ce bill? Il ne permettra pas le rapatriement d'une partie quelconque de notre économie. Il ne permettra pas d'investir dans nos régions sous-développées. Il ne permettra pas de rationaliser ni de spécialiser